

## Sortie de crise pour l'Europe ?

Les voix se font plus nombreuses pour estimer que l'Europe aborde un virage plus serein pour régler le problème de la dette.

L'une des pièces du chantier de refondation de l'Union monétaire a été élevée avec la signature du nouveau pacte de discipline budgétaire renforcée qui va contraindre les 25 Etats signataires à adopter des "règles d'or" sur l'équilibre des comptes publics.

L'autre volet de la réponse à la crise, les mécanismes de solidarité, est en voie de finalisation. D'ici à la fin du mois, les pays de la zone euro espèrent décider d'une augmentation des ressources de leur pare-feu, de 500 à 750 milliards d'euros, à condition que l'Allemagne lève ses dernières réserves.

Cela permettrait ensuite au Fonds monétaire international d'accroître ses propres moyens à 885 milliards de dollars (670 mds euros) afin de pouvoir aider l'Union monétaire.

Au total, le filet de sécurité mondial potentiellement disponible pour la zone euro pourrait contenir au final quelque 1.400 milliard d'euros.

Tous ces éléments, auxquels il convient d'ajouter l'injection de flots considérables de liquidités par la BCE pour éviter le grippage du système bancaire, ont permis une accalmie croissante depuis fin 2011. Sur le marché de la dette publique, les taux d'emprunt de l'Italie et de l'Espagne, principales cibles des attaques l'an dernier, ont reculé sous les 5%, soit leur niveau d'août 2011 et les places boursières européennes sont reparties en forte hausse.

Reste le problème grec. La stratégie des Européens consiste désormais à l'isoler via la construction d'un cordon sanitaire autour d'Athènes. Un nouveau plan de sauvetage grec géant pourrait être finalisé dans les dix jours. Le résultat d'une opération de réduction de la dette du pays détenue par les banques, à hauteur de 107 milliards d'euros, sera connu le 8 mars. Il faut que 66% au moins d'entre elles acceptent de perdre 73% de la valeur de leurs créances. Si tel est le cas, le lendemain, la zone euro donnera son feu vert à un programme de prêts de 130 milliards d'euros... avant que le FMI ne se réunisse le 13 mars pour décider du volume de sa contribution à ce plan.

*Sources : La Tribune, AFP, 05/03/2012*